

## **Souffrance au travail: L'Observatoire du stress à France Télécom veut prolonger le débat**

Paris, 8 janv. 2010 (AFP) -

L'Observatoire du stress et des mobilités forcées, créé en 2007 par deux syndicats de France Télécom, a organisé vendredi un débat public pour prolonger le débat sur la souffrance au travail à l'intérieur du groupe de téléphonie, mais aussi dans d'autres entreprises.

Réunis au Conseil régional d'Ile-de-France à l'invitation de la vice-présidente Claire Villiers (DVG), quelque 200 salariés et syndicalistes de France Télécom et de plusieurs autres entreprises (La poste, SFR, etc), ont débattu des risques psychosociaux (stress, dépression, etc.) et des moyens d'y mettre fin.

L'observatoire du stress avait alerté dès 2007 sur la souffrance de salariés de France Télécom, notamment en mettant en place des enquêtes internes.

Depuis, l'Observatoire a été "sollicité par des parlementaires, des experts, et des syndicats d'autres entreprises", a expliqué Patrick Ackermann (Sud-PTT), lors d'une conférence de presse.

Car "le problème n'est pas spécifique à France Télécom, et lorsque l'affaire a éclaté cet été (avec une série de suicide de salariés, ndlr), elle est entrée en résonance avec d'autres cas de souffrance au travail. C'est aujourd'hui une question de fonds dans la société française", a-t-il expliqué.

Selon lui, les négociations en cours sur le stress et les conditions de travail à France Télécom n'ont abouti pour l'instant "à aucun texte d'envergure". Or, "il faut une politique de rupture, avec un plan d'urgence contre la souffrance au travail", a-t-il expliqué.

Pour Pierre Morville (CFE-CGC/Unsa), "la direction n'a fait jusqu'à présent aucune proposition. On n'est juste en train de relire le code du travail". "On est très loin d'une mutation ou d'une prise de conscience d'une gestion humaine catastrophique", a-t-il ajouté, en interpellant l'Etat, principal actionnaire de France Télécom, pour qu'il incite la direction à "des transformations fortes de la politique managériale".

Pour Sud-PTT, le départ du Pdg de France Télécom est clairement posé: "On ne peut imaginer que Didier Lombard puisse perdurer jusqu'à la fin de son mandat fin 2011", a déclaré M. Ackermann.

Pierre Gojat, secrétaire général de l'Observatoire, a rappelé que les restructurations, qui avaient été suspendues jusqu'au 31 décembre, sont "aujourd'hui autorisée à reprendre. Le groupe est parti pour continuer les redéploiements", qui vont "contre les salariés", a-t-il estimé.

FRANCE TELECOM

caz/im/ctr

Afp le 08 janv. 10 à 20 21.